

Rejet global d'une accusation infâme



La Havane, 22 janvier (RHC) À quelques heures du début de son mandat, le président des États-Unis a montré que ses décisions dépendront une fois de plus de ses caprices. Ainsi, aux mesures controversées de son premier jour, il a décidé d'ajouter une nouvelle infamie : révoquer l'exclusion de Cuba de la liste des présumés États soutenant le terrorisme, signée par Joe Biden il y a une semaine.

La communauté internationale s'est à nouveau élevée contre cette nouvelle mesure, appelant à la normalisation des relations et à la levée totale du blocus économique, commercial et financier des États-Unis.

Nicolás Maduro, président de la République bolivarienne du Venezuela, a rejeté la décision lors d'une session du Conseil économique. Il a souligné que, face aux nouvelles sanctions, Cuba avait le soutien du Venezuela pour avancer ensemble et construire le bonheur et la paix auxquels les deux pays et toute l'Amérique latine ont droit, a rapporté Prensa Latina.

La nation bolivarienne avait déjà dénoncé la nouvelle inscription de Cuba sur la liste unilatérale dans un communiqué dans lequel elle qualifiait cet acte d'« acte d'hostilité qui contredit les principes du droit international et sape les efforts mondiaux en faveur de la paix et de la coopération ».

Pour sa part, la Chine a souligné l'absence de fondement de la décision du gouvernement américain. « Cette pratique prouve que les listes unilatérales et les mécanismes de coercition des États-Unis sont arbitraires et que l'utilisation répétée d'accusations sans fondement contre Cuba pour imposer des sanctions unilatérales n'a pas de raison d'être, ce qui révèle pleinement le visage hégémonique, autoritaire et tyrannique des États-Unis », a déclaré Guo Jiakun, porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

La Russie a également condamné la mesure américaine contre les Grandes Antilles dans une déclaration publiée par son ministère des affaires étrangères. La porte-parole du ministère des affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré : « Il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de la lutte contre le terrorisme. L'administration américaine précédente a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve que Cuba soutenait le terrorisme international. Et cela reste un fait indéniable ».

L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples (alba-tcp) a également rejeté la révocation du retrait de Cuba de la liste des États présumés soutenir le terrorisme. Dans un communiqué, ils ont qualifié cet acte d'« arrogance visant à nuire gravement au noble peuple cubain », tout en exigeant le retrait de la nation de la liste, « taillée sur mesure pour l'idéologie de l'impérialisme ».

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/374766-rejet-global-dune-accusation-infame>



Radio Habana Cuba